



Bruxelles, le 19 Juin 2008

Déclaration de politique européenne adoptée par les Leaders du PSE

Les défis actuels auxquels l'Europe et le monde sont confrontés montrent plus que jamais que nous avons besoin d'un leadership européen fort et progressiste. Les changements climatiques, la crise financière mondiale, la pauvreté et le chômage persistants, l'augmentation des prix des denrées alimentaires et de l'énergie et l'incertitude que génère l'immigration pour l'avenir – toutes ces questions exigent une action progressiste de l'UE et de ses Etats membres. Beaucoup de citoyens européens s'inquiètent pour leur avenir. Il est temps d'agir.

Que faire après le référendum irlandais

Nous respectons les résultats du récent référendum en Irlande sur le traité de Lisbonne. Il ne s'agit pas d'un « non » à l'Europe. Ces résultats reflètent plutôt le besoin pour l'Europe de répondre de façon plus ciblée aux préoccupations réelles des gens. Nous devons remédier au sentiment d'incertitude que ressentent les individus et les familles. Nous devons nous centrer sur la création de plus d'emplois et de meilleure qualité, sur le pouvoir d'achat en réponse à la hausse des prix des denrées alimentaires et du combustible, sur la lutte contre les changements climatiques et sur la garantie d'un approvisionnement durable et abordable en énergie ; nous devons par ailleurs nous atteler à la tâche de définir une meilleure politique d'immigration. Il s'agit dans le fond de mieux gérer la mondialisation au bénéfice de tous à travers des actions communes que les gens puissent comprendre en Europe. Nous croyons fermement que le processus de ratification doit se poursuivre afin que tous les 27 Etats membres puissent se prononcer sur le traité de Lisbonne. Sur cette base, il faudra trouver un accord politique sur le futur de l'Europe afin d'avancer et de faire face aux défis communs.

L'Union européenne doit adopter des politiques responsables qui répondent aux besoins présents et à long terme de l'Europe, plutôt que des politiques réactionnaires et populistes qui ne répondent en rien aux problèmes fondamentaux ou aux peurs des citoyens à long terme. L'Union européenne doit définir des politiques intérieures et extérieures progressistes et ambitieuses pour répondre aux défis communs auxquels nous sommes confrontés. La prochaine présidence française de l'Union européenne a une responsabilité toute particulière en ce sens puisqu'elle aura la tâche d'aborder des problèmes fondamentaux comme les changements climatiques, l'Europe sociale, l'immigration, la gouvernance économique et le processus renouvelé de Barcelone. Nous nous inquiétons de certaines déclarations faites par la prochaine présidence française de l'Union européenne, qui laissent supposer qu'elle ne sera ni progressiste ni solidaire. Par exemple, les propositions initiales sur la Méditerranée n'ont pas tenu compte des avancées du processus de Barcelone et ont marginalisé certains Etats membres de l'UE et les propositions actuelles pour un Pacte européen pour l'immigration semblent être déséquilibrées et réactionnaires. De plus, nous appelons à la définition de propositions substantielles sur l'Europe sociale et sur d'autres priorités fondamentales pour les citoyens d'Europe.

Le Parti socialiste européen cherchera à promouvoir l'adoption d'un agenda européen progressiste pour le restant de la législature d'ici aux prochaines élections européennes de juin 2009. A cet effet, nous présentons nos revendications à la prochaine présidence française de l'Union européenne.

Réagir à la crise financière

La crise financière mondiale n'a pas encore touché à sa fin. L'économie européenne en a été affectée, avec des difficultés majeures pour les grandes institutions financières européennes, des pertes d'emplois dans l'économie réelle et un certain impact sur le marché de l'immobilier. Plusieurs gouvernements européens ont commencé à prendre des mesures pour s'attaquer aux conséquences de cette crise. Toutefois, une action européenne complémentaire est nécessaire afin d'empêcher que d'autres crises financières ne se produisent à l'avenir. Nous n'accepterons pas qu'à cause d'une spéculation irresponsable et non durable, les gens perdent leur emploi ou leur maison ou que des entreprises saines se retrouvent criblées de dettes.

C'est pourquoi nous demandons une nouvelle initiative européenne pour endiguer la perte d'emplois et de croissance et pour revitaliser l'économie européenne. Nous pouvons y arriver si nous utilisons pleinement le potentiel de l'Europe : nous voulons une action européenne concertée afin de créer davantage d'emplois et de meilleure qualité pour l'économie européenne, sur la base d'une gouvernance économique améliorée et sur davantage d'investissements. Nous appelons la présidence française de l'UE à appuyer l'initiative du PSE pour une coopération européenne sur les investissements afin de stimuler la création d'emploi et la croissance. De plus, nous appelons à une action européenne afin de rendre les marchés financiers transparents, responsables et durables, tant au niveau européen que mondial. Entre autres, il faut établir un cadre institutionnel adéquat au niveau européen et mondial pour une meilleure gouvernance des marchés financiers.

Les marchés financiers doivent être efficaces, transparents et responsables. Mais la récente crise financière montre que les marchés financiers ne fonctionnent pas de façon optimale et ne semblent pas être capables de s'autoréguler. Nous avons besoin de davantage de transparence et d'un contrôle efficace ainsi que de nouveaux modèles de gestion des risques. Par ailleurs, il faut arriver à un nouvel accord avec tous les acteurs financiers afin que ces derniers appuient l'économie réelle.

Le Parti socialiste européen a déjà lancé une coopération progressiste avec les Démocrates américains pour tenter de remédier à la crise financière. Nous jouerons un rôle actif afin de garantir que l'Union européenne profite du changement de leadership aux Etats-Unis, que nous espérons voir se produire en novembre 2008, afin d'introduire les meilleures politiques transatlantiques concernant les marchés financiers.

Créer une nouvelle Europe sociale

Les citoyens d'Europe ont peur de perdre leur emploi et ils nourrissent certaines appréhensions quant à l'avenir de nos Etats-providence. Dans un monde de plus en plus compétitif, beaucoup de citoyens ordinaires se demandent ce que l'avenir leur réserve. L'Union européenne doit leur offrir de réelles opportunités et un nouvel espoir. Elle peut y contribuer notamment en prenant l'initiative de répondre à la crise financière. C'est pourquoi nous appuyons avec fermeté l'objectif du traité de Lisbonne de promouvoir une économie sociale de marché. Toutefois, une action approfondie doit être lancée afin de garantir un travail décent, de meilleurs salaires et une vie décente à tous les citoyens à l'avenir.

La prochaine présidence de l'Union européenne n'a pas repris l'Europe sociale parmi ses grandes priorités politiques. Aucune proposition substantielle n'a été formulée jusqu'à présent, malgré les préoccupations réitérées des citoyens européens par rapport au chômage, aux droits des travailleurs, à l'accès des femmes au marché du travail et à la justice sociale.

Les socialistes et sociaux-démocrates européens croient que l'Union européenne peut et doit créer une nouvelle Europe sociale. Nous pensons que l'UE doit développer une économie sociale de marché dynamique sur la base de l'intérêt général de tous les Européens. Le doute n'est plus permis : l'Union européenne doit prendre une position forte et claire contre le dumping social et fiscal.

L'Union européenne doit promouvoir la coopération économique pour stimuler une croissance écologique et la création d'emplois à travers une nouvelle stratégie d'investissement. L'interdépendance économique des Etats membres au sein du marché unique nous permettrait d'agir en ce sens. Nos prévisions montrent que l'UE pourrait créer plusieurs millions d'emplois supplémentaires, avec un impact significatif et positif sur la lutte contre les changements climatiques, notamment en développant les industries dites 'vertes' comme les énergies renouvelables.

Par ailleurs, l'Union européenne a besoin d'un nouvel ensemble de politiques afin de garantir le travail décent et les droits des travailleurs. Nous appelons le Conseil et le Parlement européen à adopter un accord équilibré et progressiste sur la directive sur le temps de travail et la directive sur les travailleurs intérimaires dès que possible afin de garantir des conditions de travail décentes pour tous. Les arrêts récents de la Cour européenne de Justice semblent remettre en question les droits fondamentaux des travailleurs. L'Union européenne doit prendre un engagement sans équivoque envers les droits fondamentaux des travailleurs et leurs droits syndicaux. Le PSE appelle la présidence française à revoir toutes les législations communautaires pertinentes, notamment la directive sur le détachement des travailleurs, et à proposer tous les changements nécessaires afin de garantir que les systèmes nationaux, régionaux et locaux de convention collective soient respectés au sein de l'Union européenne.

Nous appelons à l'adoption de nouvelles politiques qui établissent la distinction entre le Marché unique et les services publics. Nos valeurs – comme le principe d'universalité et l'égalité d'accès aux services publics – ne sont pas à vendre. Nous n'accepterons pas que les règles européennes de la concurrence et celles relatives aux entreprises viennent limiter ces droits fondamentaux. Le PSE s'est engagé à protéger les valeurs particulières et les spécificités des services publics – y compris les principes d'universalité, de garantie de la qualité et de la continuité, de respect des droits des consommateurs et d'abordabilité. Le PSE n'acceptera aucune proposition de législation sur les services de santé ou autres qui mette en péril ces valeurs et spécificités et qui puisse restreindre le droit des Etats membres à organiser et offrir leurs services publics. Par conséquent, le PSE considère qu'il faut établir un cadre juridique adéquat pour les services d'intérêt général dans l'Union européenne.

Egalité des droits pour tous

Il y a plus de cinquante ans, la Communauté européenne s'est donné pour objectif dans ses traités fondateurs de combattre la discrimination sur la base du sexe, de l'origine raciale ou ethnique, de la religion ou croyance, du handicap, de l'âge ou de l'orientation sexuelle. Toutefois, nous n'avons pas réussi à atteindre cet objectif puisque la discrimination perdure dans nos diverses sociétés. Le PSE croit en une société solidaire basée sur l'égalité des droits pour tous. Par conséquent, nous croyons que toute nouvelle proposition de législation européenne sur la discrimination doit servir les intérêts de tous les groupes discriminés et garantir l'égalité des droits et de traitement pour tous.

De plus, le PSE s'est engagé à défendre l'égalité des sexes comme valeur fondamentale de notre mouvement. Par ailleurs, pour notre parti et pour les partis nationaux, le fait que les femmes, qui représentent plus de la moitié des citoyens de l'UE, soient représentées de façon égale à tous les niveaux du processus décisionnel européen est une question de démocratie et de légitimité. Nous nous engageons à faire tout notre possible pour augmenter la participation des femmes aux élections européennes, tant comme électrices que comme candidates, comme députées et comme candidates à des postes à haut niveau.

Lutter contre les changements climatiques de façon efficace et juste

Nous réaffirmons notre ferme détermination à lutter contre les changements climatiques moyennant des politiques ambitieuses et des instruments régulateurs. Nous estimons que les changements climatiques constituent l'un des grands défis que doivent relever l'Union européenne et le monde, à l'heure actuelle et dans les années à venir. Une Europe verte ne représente pas un coût pour ses citoyens : elle représente une possibilité d'arriver à une meilleure qualité de vie, de créer de nouveaux emplois de qualité pour les gens ordinaires. Des millions d'emplois supplémentaires pourraient être créés dans les nouvelles industries dites 'vertes'. La compétitivité et la durabilité environnementale ne s'excluent pas mutuellement : nous avons besoin des deux. Le prix à payer pour une Europe sans une meilleure politique climatique sera très élevé tant pour ses citoyens que pour la planète. Les socialistes et sociaux-démocrates européens, à tous les niveaux de la prise de décisions, feront tout leur possible pour s'assurer que début 2009, l'Union européenne arrive à un accord politique sur une série de propositions législatives dans le cadre d'un paquet sur les changements climatiques et sur l'énergie renouvelable, comprenant une amélioration et une prolongation du système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre et l'établissement de normes de performance strictes en matière d'émission pour les nouvelles voitures particulières.

Nous croyons que des mesures de grande portée sur les émissions de gaz à effet de serre permettront non seulement de sauver notre planète mais aussi de renforcer la position d'avant-garde de l'Europe dans le domaine des technologies relatives aux produits et services écologiques et par conséquent, de garantir notre compétitivité à l'avenir. Nous croyons que l'UE doit lancer des pourparlers stratégiques avec les fournisseurs et importateurs les plus importants d'énergie au monde dans le but de garantir un développement stable et durable. En luttant contre les changements climatiques aujourd'hui, nous créons les conditions pour une nouvelle croissance économique et de nouveaux emplois pour demain. L'UE et ses Etats membres doivent suivre ces évolutions de façon coordonnée à tous les niveaux pertinents en définissant des politiques ambitieuses, cohérentes et sur le long terme ; ils doivent notamment établir un cadre réglementaire stable et visionnaire et procéder à de nouveaux investissements dans la recherche, l'innovation, l'infrastructure et les compétences comme éléments constitutifs d'une nouvelle stratégie européenne pour le développement durable. Dans ce cadre, nous devons également nous assurer que la lutte contre les changements climatiques et les changements industriels auxquels l'Europe devra se soumettre déboucheront sur de nouvelles opportunités socioéconomiques pour les groupes moins favorisés de nos sociétés.

L'augmentation des prix de l'énergie montre que le développement durable n'est pas seulement une question environnementale mais aussi une question fondamentale de justice sociale. Nous assistons à une augmentation de la pauvreté liée au carburant. L'Union européenne doit prendre l'initiative de développer une forte dimension sociale dans le cadre de ses politiques environnementales et énergétiques, qui doivent prévoir des mesures pour favoriser l'efficacité énergétique.

Elaborer une politique juste et efficace de l'immigration pour l'Europe et pour le monde en développement.

L'Union européenne est une région qui pendant des siècles, s'est enrichie grâce à l'immigration. Toutefois, les pressions en matière d'immigration ont augmenté comme conséquence d'une pauvreté persistante et du sous-développement dans les régions voisines à l'Europe. Ces pressions ont pu être davantage exacerbées par l'impact des changements climatiques. L'Union européenne doit développer des partenariats avec les pays tiers afin de promouvoir leur développement durable et offrir de nouvelles opportunités à leurs peuples. L'UE doit également travailler de concert avec eux afin de lutter contre l'immigration illégale et contre les réseaux criminels qui la favorisent.

L'UE doit élaborer une politique d'immigration juste, humaine et responsable qui sous-tende les canaux légaux d'immigration et garantisse les droits des immigrés. L'Europe ne doit pas devenir une forteresse par rapport au reste du monde. Mais elle ne peut se permettre de ne pas relever les vrais défis que lui pose l'immigration. Il faut trouver le bon équilibre politique tout en rejetant les comportements populistes et xénophobes. Afin que la politique européenne de l'immigration soit une réussite tant pour les pays d'accueil que pour les immigrés, elle doit se baser sur les faits, sur un sens de l'équité et de la responsabilité mutuelle. Le ton et le contenu de certaines propositions dans le cadre d'un pacte européen pour l'immigration sont inquiétants. La présidence de l'Union européenne ne doit pas être utilisée comme instrument pour faire la promotion d'un programme de droite intransigeant. Nous avons besoin de solutions durables et à long terme pour l'Europe et pour les pays en développement. La recherche d'une vie meilleure ne doit pas être considérée comme un délit.

Nous devons répondre aux préoccupations des citoyens de façon claire et conséquente. L'Union européenne et ses Etats membres doivent établir des règles claires pour l'immigration légale et définir des politiques efficaces pour l'intégration des immigrés, sur la base des droits de l'homme et du respect mutuel.

Pour une action immédiate afin de faire face à l'actuelle crise alimentaire mondiale

L'UE doit lancer une action immédiate pour répondre à l'actuelle crise alimentaire mondiale. L'UE et ses Etats membres doivent augmenter l'aide financière d'urgence pour empêcher la famine et verser \$500 millions supplémentaires afin d'éviter une réduction des rations alimentaires distribuées par le Programme alimentaire mondial de l'ONU. Il est également essentiel de s'attaquer aux causes profondes de la crise en investissant massivement dans une agriculture vivrière durable, en particulier dans les pays en développement. L'UE doit prendre l'initiative d'analyser les implications et conséquences de cette crise pour l'Europe et empêcher la spéculation sur les denrées alimentaires de base afin que quelques privilégiés ne profitent pas de la famine et du désespoir du plus grand nombre. Toutes les mesures adéquates doivent être prises en ce sens. Les spéculateurs semblent jouer un rôle dans la crise alimentaire en achetant des contrats à terme standardisés. En effet, depuis le début de la crise financière, les prix des matières premières ont augmenté de façon exponentielle, le prix du riz enregistrant une hausse de 217%, le blé de 136%, le maïs de 125% et le soja de 107%. La hausse des prix des denrées alimentaires combinée à la baisse du pouvoir d'achat rendent la vie des citoyens ordinaires encore plus difficile. Les Etats membres doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que cette situation ne débouche pas sur une augmentation de la pauvreté dans nos sociétés.

A l'heure actuelle, l'UE doit réaffirmer ses engagements pour atteindre les objectifs du millénaire pour le développement (OMD) à l'horizon 2015. Les Etats membres de l'UE se sont engagés à augmenter leur volume annuel d'aide au développement à 0,56% du RNI en 2010 et à 0,7% du RNI en 2015. En cette année cruciale pour le développement, où se

dérouleront la réunion du G8 au Japon, le Forum à haut niveau sur l'efficacité de l'aide à Accra, le sommet de l'ONU sur les OMD et la Conférence sur le financement pour le développement à Doha, l'UE et ses Etats membres doivent clairement établir une stratégie pour atteindre leurs buts, calendrier à l'appui, d'ici à l'horizon intermédiaire de 2010.

Renforcer les relations euro-méditerranéennes

Dans le cadre du processus de Barcelone, les relations euro-méditerranéennes ont visé à promouvoir des liens plus étroits entre l'UE et ses voisins au Sud, à établir un espace commun de paix, de stabilité et de développement économique ainsi que d'échanges importants au niveau social, culturel et humain. Instrument visant à approfondir et à renforcer le processus de Barcelone, l'Union pour la Méditerranée devrait être une façon de donner un souffle nouveau aux relations euro-méditerranéennes et d'atteindre ces objectifs communs. Il est donc nécessaire de garantir que ces objectifs soient complémentaires à la politique européenne existante, dans le cadre d'un processus permettant la participation des Etats membres et des pays partenaires dans la définition d'une feuille de route nouvelle et commune. Il doit s'agir d'un processus à double sens axé sur les droits de l'homme et la démocratie. D'une part, cette feuille de route doit comprendre des mesures concrètes, telles que des projets en faveur de l'environnement, matière d'assainissement de la mer, de construction de routes et d'infrastructures et d'autres initiatives pour un développement durable de la région. D'autre part, l'UE doit veiller rigoureusement au respect des droits de l'homme, à la mise en route de réformes démocratiques et à la garantie d'un développement humain afin de s'assurer que le nouveau « Processus de Barcelone : l'Union pour la Méditerranée » soit bénéfique pour les populations des deux rives de la Méditerranée.

En outre, nous appelons le Conseil européen et la Commission européenne à appuyer l'idée d'une 'Union pour la Mer Noire' afin de refléter les relations renforcées de l'Europe avec ses voisins du Sud. Cette Union renforcerait le partenariat avec les voisins de l'est de l'Europe et permettrait de dégager des solutions communes aux problèmes communs auxquels est confrontée la région, comme l'environnement, l'immigration ou encore les thèmes sécuritaires. Elle permettrait par ailleurs de préparer les pays éligibles à l'adhésion à l'Union européenne.

Nous préparer aux élections européennes de juin 2009

Le Parti socialiste européen réitère son ferme engagement à définir un nouvel agenda pour les citoyens d'Europe dans le cadre de son programme électoral pour les élections européennes de juin 2009. Nous voulons construire une Europe active qui apporte des résultats concrets à ses citoyens sous la nouvelle législature.

Nous nous engageons à définir une nouvelle génération de politiques européennes pour la prochaine législature de 2009 à 2014, qui répondent aux aspirations et aux appréhensions des citoyens européens. Notre objectif est de construire une forte majorité de centre-gauche au Parlement européen à cet effet. Nous, les socialistes, sociaux-démocrates, travaillistes et démocrates progressistes d'Europe, sommes prêts à apporter, ensemble avec les autres forces progressistes, de vraies réponses aux préoccupations et aux aspirations des gens durant ce nouveau mandat. Nous représentons le changement pour une meilleure Europe.

Le PSE s'engage à permettre aux citoyens d'Europe de faire un véritable choix politique lors des prochaines élections européennes : le choix entre une vision progressiste de l'Union européenne, où l'individu est au centre de nos préoccupations, et une Union européenne tournée vers le passé et néolibérale qui ne relève pas les défis auxquels sont confrontés ses citoyens. Ce n'est qu'à travers de vrais choix politiques que la citoyenneté et la démocratie européennes acquerront un sens véritable pour les Européens.